



Selon les informations disponibles à ce jour, la « contre-ONU » du président américain Donald Trump sera organisée de la même manière qu'une entreprise.

Board of Peace. Selon ce document, le « Board of Piece », dirigé par Trump lui-même, aura la fonction d'un conseil d'administration. Les membres ne seront pas des diplomates, mais des premiers ministres et des chefs d'État. En règle générale, le « Board of Peace » se réunira une fois par an. Selon les besoins, il fera appel à des conseillers externes pour prendre ses décisions. Les noms connus à ce jour sont Aryeh Lightstone, un diplomate américain qui a participé aux négociations des accords d'Abraham (le traité de paix entre Israël, les Émirats arabes, le Bahreïn et le Maroc), et l'économiste Josh Gruenbaum.

Le conseil exécutif. Le Conseil exécutif sera responsable de la gestion opérationnelle. Il s'agit de la véritable direction de l'organisation et sera



Voici comment doit fonctionner la nouvelle organisation pour la paix

initialement présidé par le secrétaire d'État américain Mario Rubio. Il comprendra également l'envoyé spécial et proche du président Trump, Steve Witkoff, le gendre de Trump, Jared Kushner, qui dispose d'un bon réseau au Moyen-Orient, l'ancien Premier ministre britannique Sir Tony Blair, le PDG de la grande société d'investissement Apollo Global Management, Marc Rowan, Ajay Banga, le président de la Banque mondiale, et Robert Gabriel, le conseiller adjoint à la sécurité du gouvernement américain.

Le Haut Représentant. Dans un premier temps, le plan de paix pour Gaza figure en tête des priorités du Board of Peace et de son conseil d'administration, l'Executive Board. Mais à moyen et long terme, il est prévu que l'organisation s'occupe également d'autres projets de paix. Un délégué a donc été désigné pour Gaza afin de superviser ce projet. Il s'agit de l'ancien diplomate bulgare de haut niveau Nikolay Mladenov, qui jouit d'un grand prestige tant auprès des Israéliens que des pays arabes.

Conseil exécutif de Gaza. Mladenov sera assisté par plusieurs conseillers. Ceux-ci font partie, comme Mladenov, de ce que l'on appelle le « Gaza Executive Board ». Ce comité de conseillers serait dirigé par Steve Witkoff, l'envoyé spécial du président Trump. Il comprendra également les membres de la direction Jared Kushner, Sir Tony Blair et Marc Rowan. Les autres membres de l'équipe consultative sur Gaza sont le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan, le représentant du gouvernement qatari Ali al-Thawadi, le général Hassan Rashad, le chef des services de renseignement égyptiens, la ministre des Emirats arabes, Reem al-Hashimy, l'homme d'affaires israélo-chypriote Yakir Gabay et l'ancienne vice-première ministre néerlandaise Sigrid Kaag, coordinatrice de l'ONU pour l'aide humanitaire et la reconstruction à Gaza.

Comité national pour l'administration de Gaza NCAG. Sous la supervision de Nikolay Mladenov et avec le soutien du Conseil exécutif de Gaza, un comité de 12 technocrates palestiniens sera responsable de la reconstruction de Gaza et de sa population en tant que gouvernement provisoire. Ce « Comité national pour l'administration de Gaza » sera dirigé par Ali Sha'aht, un ingénieur civil originaire de Gaza qui a occupé par le passé plusieurs postes de haut niveau au sein de l'Autorité palestinienne.

Force internationale de stabilisation ISF. Une partie importante du plan de paix pour Gaza est la démilitarisation de la bande côtière. Cela signifie que les organisations terroristes qui contrôlent Gaza à ce jour doivent être désarmées de manière



Voici comment doit fonctionner la nouvelle organisation pour
la paix

permanente : Hamas et Djihad islamique. Certes, il est dit que cette tâche incombera au nouveau corps de police de Gaza qui doit être créé. Mais la « Force de stabilisation internationale », une unité militaire composée de militaires de différents pays, jouera également un rôle primordial dans la démilitarisation. Elle sera dirigée par le major-général américain Jasper Jeffers.

On ignore encore en grande partie quels pays sont prêts à participer à l'ISF. De même, les responsables de l'ISF n'ont pas encore été officiellement désignés. On peut toutefois supposer qu'il s'agira soit du président Trump en tant que président du « Board of Peace », soit du secrétaire d'État américain Mario Rubio en tant que président du conseil d'administration (Executive Board).